

Jump, un nouveau parti à Bruxelles

ÉLECTIONS Un mouvement de jeunes universitaires se lance dans la campagne régionale

► Nicolas Vanderstappen et Quentin Van den Eynde militaient au MR.

► Déçus par les partis en général, le leur en particulier, ils lancent leur propre mouvement.

► Objectif : une liste complète pour les régionales à Bruxelles.

RENCONTRE

Ils n'ont pas trente ans, sont avocats de formation, ULBistes, militants MR repentis... Les points communs entre Nicolas Vanderstappen (28 ans) et Quentin Van den Eynde (29 ans) ne s'arrêtent pas là. Voici un an, ils partagent, avec quelques proches de leur génération, des constats sur la politique en général, bruxelloise en particulier. En juin dernier, les conversations se structurent en un mouvement, Jump! for Brussels... Autour de la table, une petite dizaine d'universitaires (droit, Solvay, ingénieur), surtout des hommes, structurent la réflexion. Au lendemain des communales, ils annoncent une décision mûrie l'été : Jump présentera une liste au scrutin régional de mai 2019.

Les propos du tandem traduisent une envie de politique et un dégoût des partis... « Les partis fonctionnent totalement en vase clos. Au MR, c'est une dizaine de personnes qui décident de tout, les autres, on ne les écoute pas », déplore Quentin Van den Eynde... pourtant conseiller juridique depuis un an au cabinet du libéral Willy Borsus. « On a tous les deux été membres du MR et on a tous les deux renoncé complètement. Moi parce que je ne me reconnaissais plus dans la partitocratie », complète Nicolas Vanderstappen.

« Ni de gauche ni de droite, urbains »

Leur constat, amer, se porte sur toute la classe politique mais égratigne particulièrement le Mouvement réformateur. « En Wallonie, le MR est venu pour changer les choses. Or, sur la manière de faire de la politique, c'est comme avant, il n'y a aucune volonté de changer. Je m'en suis aperçu au bout de quelques mois, lâche Quentin Van den Eynde – son employeur actuel appréciera... Ils ne se rendent pas compte qu'aujourd'hui, les gens n'acceptent plus qu'on se répartisse les postes dans les sociétés publiques d'investissement entre partis de la majorité et qu'on regarde avant tout la couleur politique et éventuellement, après, le CV. »

Déçus des partis, pas de la gestion publique... « On porte une démarche régionale bruxelloise, souligne Nicolas Vanderstappen. Elle est poussée par cette idée que la gauche, la droite, les formations politiques n'ont plus de raison d'être. C'est encore plus vrai dans une ville, où on vote pour ceux qui réparent les trottoirs ou font rouler les trams. » Cette philosophie, ils l'ont traduite en une carte blanche à la veille de l'été. « On a eu fort peu de retours de partis. En fait, le seul qui a demandé à nous rencontrer, c'est Pascal Smet, parce qu'il est sur la même ligne. »

Les porteurs de Jump ont quand même tenté d'approcher libéraux et socialistes, en vain. Et non, pas Ecolo... « On a compris qu'on ne serait pas pris au sérieux tant qu'on ne transformait pas Jump en mouvement politique et qu'on ne participait pas aux élections. Le débat politique à Bruxelles est totalement sclérosé, plus personne n'ose dire quoi que ce soit et, à part Ecolo, aucun parti n'a une vision, chacun est accro-

ché à son électorat mais en réalité personne ne sait qui est son électorat... »

Alors, ils ont avancé et affichent au-

jourd'hui l'ambition « de relayer la voix de ceux qui considèrent que Bruxelles a un potentiel exceptionnel et qu'il est très mal exploité », explique Nicolas Vanderstappen.

Leur programme, ils le veulent résolument différent de celui des autres partis, « des catalogues de parfois 700 points ». Ici il y en a... trois ! Dont le premier, la fusion des communes et des zones de police, considéré comme une absolue nécessité. « Chaque problème à Bruxelles peut être résolu si on résout ce problème », insiste Quentin Van den Eynde. Rien en mobilité, en propreté, en environnement, en aménagement de l'espace urbain ? Tout sera plus simple quand Bruxelles aura été simplifiée, répètent les deux porte-parole de Jump. « C'est une démarche plus entrepreneuriale et moins politique. Nous nous attaquons aux causes, les autres partis aux conséquences. » Exemple

(qu'on résume) ? La mobilité ira mieux si elle est gérée par des experts, avec des investissements publics efficaces et une seule autorité décisionnaire...

Leur objectif ? Une liste complète – 72 candidat(e)s – déposée le 30 mars. Tant Nicolas Vanderstappen que Quentin Van den Eynde en seront mais pas nécessairement la quarantaine de membres que compte Jump actuellement. On s'inquiète de la représentativité de la population bruxelloise : des femmes, des personnes d'origine étrangère ? Ils en seront, assure le tandem, qui plaidera par ailleurs pour que les ressortissants de l'Union européenne aient le droit de vote aux régionales. « Et, maintenant que nous allons faire connaître notre projet, nous ferons de la place à tous les représentants de la société civile qui y adhèrent. » Et, d'ici là, des soirées Tupperware et du crowdfunding pour récolter des fonds, les premiers rendez-vous sont fixés dans les prochains jours. ■

VÉRONIQUE LAMQUIN

LEUR PROJET**Un projet résumé en trois priorités**

Une ville, une région, une zone de police. C'est le nœud du problème, pour Jump : le morcellement du territoire bruxellois, éclaté en 19 baronnies. Leur idée, c'est de ramener toute la gestion urbaine aux mains d'un seul exécutif pour une efficacité maximale et, au passage, une réduction drastique du nombre d'élus (et donc des coûts). En clair, fusionner les communes. Idem, à terme, pour les zones de police. Le modèle, c'est Anvers, avec le maintien de districts ou de communes réduits à leurs plus simples compétences : l'état civil, les crèches, les maisons de repos... Et le maintien de droits pour la minorité flamande : représentation garantie au parlement régional (et dans les districts, parité au gouvernement).

Dépolitiser l'administration.

« Aujourd'hui, tous les sièges au sein des conseils d'administration des entreprises publiques sont dévolus selon la couleur politique, pas la compétence », déplore Quentin Van den Eynde. D'où cette deuxième priorité de Jump : l'objectivation de tous les processus de recrutement au sein des administrations. *« Et pourquoi pas chercher des experts à l'étranger ? Ou des personnalités reconnues. »*

Un soutien économique intelligent. Concrètement, Jump propose de réduire le nombre de structures publiques d'investissement et d'améliorer la lisibilité des aides. *« Mais surtout, il y a moins de start-up, à Bruxelles, qui dépassent le stade du développement qu'en Wallonie ou en Flandre, constate Nicolas Vanderstappen. Il faut que Bruxelles aide les entreprises à se développer. C'est là que le bât blesse aujourd'hui : on distribue des aides financières mais, après, les entreprises sont un peu laissées seules. L'aide ne doit ni être du copinage ni des rustines, mais un soutien intelligent pour que Bruxelles soit la capitale de ceux qui veulent investir. »*

V.L.A.